

EL SALVADOR : FICHE PAYS – OCTOBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 6/7  
Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): B-/B3/B-  
Monnaie locale : Dollar américain (économie dollarisée depuis 2001)  
Horizon neutralité climat : ND

FORCES

- Nette amélioration du contexte sécuritaire
- Potentiel touristique et agricole
- Soutien financier des organismes internationaux
- Secteur bancaire sain

FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis : 1<sup>er</sup> client, 1<sup>ère</sup> source de transferts de fonds d'expatriés
- Déficits jumeaux et dette publique importante
- Manque d'infrastructures et de services publics

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable  
Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est prévue autour de +2,5% en 2025 (après +2,6% en 2024) tirée par la demande interne. La consommation des ménages bénéficie des transferts de fonds des travailleurs expatriés, en provenance des Etats-Unis en particulier, tandis que l'investissement demeure dynamique, notamment soutenu par les projets d'infrastructures. La conjoncture américaine est déterminante pour les exportations de biens (1<sup>er</sup> client et fournisseur) et de services (1<sup>ère</sup> source des recettes touristiques) du pays.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public est prévu en diminution à -3% du PIB en 2025 (après -4,5% du PIB en 2024), grâce aux diverses réformes menées dans le cadre du programme du FMI. La dette publique resterait élevée, prévue autour de 88% du PIB en 2025, mais n'est pas source de risques à ce stade, notamment grâce aux différentes opérations de reprofilage de la dette tant interne qu'externe. La note souveraine d'El Salvador a été réhaussée à plusieurs reprises par les agences de notation.
- **Vulnérabilité extérieure** : La position externe du pays s'est améliorée, favorisée par les émissions obligataires de 2024 qui ont permis d'alléger les pressions financières sur les trois prochaines années. La hausse des flux d'IDE entrants, ainsi que les décaissements auprès du FMI (accord signé en février 2025) contribuent à la hausse des réserves de change. Celles-ci demeurent cependant encore faibles pour une économie dollarisée (prévues autour de 3 mois d'importations en 2025), d'autant plus que le pays a abandonné l'utilisation du bitcoin comme monnaie à cours légal.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le ratio de capitalisation du secteur bancaire demeure satisfaisant à 15,2 % en mars 2025 (contre 12% pour le minimum requis) et le taux de prêts non performants reste faible à 1,6% du portefeuille des prêts sur cette même période.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : L'amélioration du cadre sécuritaire du pays est indéniable depuis l'arrivée du gouvernement Bukele au pouvoir. Les critiques soulignent cependant l'effondrement des freins et de contrepoids démocratiques dans ce pays. L'Assemblée législative, dominée par le parti du président (Nuevas Ideas) a notamment adopté une réforme constitutionnelle supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels.
- **Climat des affaires** : La baisse de la criminalité, les mesures d'incitation à l'investissement (réduction des taxes, exonération d'impôts sur certains activités) contribuent à l'amélioration du climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Salvador est très vulnérable au changement climatique (inondations, tempêtes) et sa capacité à y faire face est limitée. Signataire des accords de Paris, le pays s'est engagé à réduire ses émissions de GES en diminuant notamment le recours aux sources fossiles pour la production d'énergie.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France				Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Etats-Unis d'Amérique	38,2%	Etats-Unis d'Amérique	28,1%	Vêtements	27,7%	Combustibles	14,2%
Guatemala	17,8%	Chine	16,1%	Matières plastiques	8,0%	Machines, appareils élect.	7,6%
Honduras	16,3%	Guatemala	10,2%	Papiers et cartons	5,9%	Machines, appareils mécan.	7,0%
Nicaragua	7,6%	Mexique	8,5%	Machines, appareils élect.	5,6%	Matières plastiques	6,0%
France (27ème)	0,1%	France (23ème)	0,6%	Sucres et sucreries	4,8%	Voitures automobiles	5,7%

Source: Cnucead

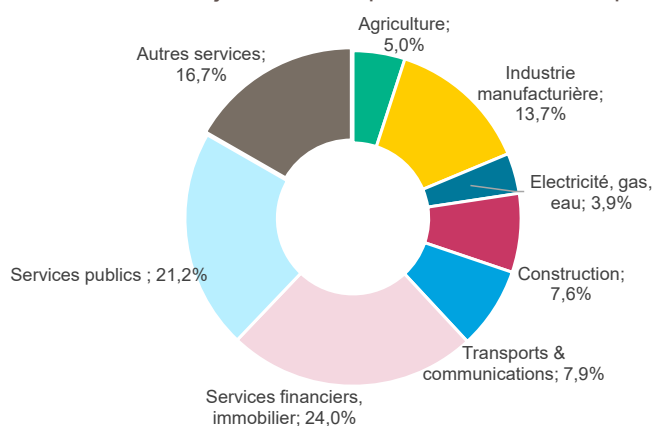


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EL SALVADOR	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	26	27	25	29	32	35
Rang PIB mondial	108	105	106	105	103	102
Population (Mns)	6,3	6,3	6,4	6,4	6,4	6,5
Rang Population mondiale	108	108	108	106	106	104
PIB / habitant (USD)	3 628	3 704	3 787	3 923	4 027	4 170
Croissance PIB (%)	11,9	2,8	3,5	2,6	2,5	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,5	7,2	4,0	0,9	1,0	1,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	76,0	74,2	71,3	70,0	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	88,0	83,3	84,7	87,6	87,9	86,5
Solde public (% PIB)	-5,5	-2,7	-4,7	-4,5	-3,0	-2,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	11,1	11,2	13,0	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-4,3%	-6,7%	-1,1%	-1,8%	-0,8%	-2,1%
IDE (% du PIB)**	1,1%	0,5%	2,2%	1,3%	1,5%	1,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,0	1,9	2,2	2,6	3,0	3,0
Dette extérieure totale (% PIB)	64,4%	57,8%	62,4%	65,1%	66,3%	66,6%
Dette extérieure CT (% PIB)	7,8%	7,4%	8,6%	NA	NA	NA
Taux de change USD/EUR***	1,21	1,05	1,08	1,07	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	15,8	15,5	15,6	15,5	NA	NA
Taux de NPL	1,8	1,8	1,8	1,7	NA	NA
ROE	11,5	13,0	13,2	12,6	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	137	148	130	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	109	109	106	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	95	91	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Source : FMI, \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics, \*\*\*T. Reuters.  
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Banco Central de El Salvador

El Salvador : Valeur ajouté du PIB par activité économique (2024)



Source : CEPAL

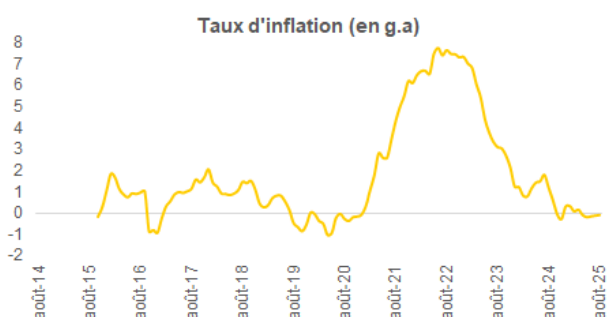


## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une résilience de l'activité en 2025**

L'activité a ralenti en 2024 (+2,6% après +3,5% en 2023<sup>1</sup>), pénalisée par les effets des inondations au premier trimestre. La construction et les services ont toutefois rebondi en fin d'année.

En 2025, la croissance est prévue autour de +2,5%. La consommation des ménages bénéficierait de la hausse des transferts de fonds de travailleurs expatriés<sup>2</sup> (+19% sur les 8 premiers mois de l'année) en provenance des Etats-Unis et du salaire minimum<sup>3</sup> (+12% en 2025), ainsi que d'un niveau d'inflation faible (prévue autour de 1% en moyenne).



Source: T. Reuters

L'investissement resterait dynamique, soutenu par l'avancement des grands projets d'infrastructure (Aeropuerto del Pacífico à La Unión, le viaduc Francisco Morazán à l'ouest de San Salvador), ainsi que d'autres travaux publics et privés et par la hausse des flux **d'IDE entrants** (+64% en g.a au T1 2025).

Sur le front externe, la demande américaine (1<sup>er</sup> client) sera déterminante pour soutenir les exportations manufacturières, mais aussi l'activité touristique du pays (34% des visiteurs en 2024). Le tourisme constitue en effet un moteur important de croissance pour le pays (10% du PIB environ en 2024) et bénéficie de l'amélioration des conditions de sécurité. Le pays est également exposé à la conjoncture américaine via sa dépendance aux transferts de fonds des travailleurs expatriés (24% du PIB en 2024).

- **Le Bitcoin n'est plus une monnaie à cours légal**

En 2021, El Salvador a été le premier pays au monde à adopter le bitcoin comme monnaie à cours légal, sous l'impulsion du président Bukele. Mais ce n'est plus le cas depuis janvier 2025. Le bitcoin est désormais réservé à une utilisation dans les échanges

entre citoyens et entreprises privées, et son acceptation n'est plus obligatoire. D'une part, l'abandon du bitcoin comme monnaie à cours légal était un préalable pour la signature d'un accord avec le FMI, obtenu en février 2025, après près de 4 ans de négociations, et d'autre part le bitcoin et peu utilisé comme moyen de paiement.

Concernant le dollar, son adoption dès la fin des années 2000 limite la marge de manœuvre de la banque centrale (BC) en matière de politique monétaire. Si la banque centrale du pays peut jouer sur la réglementation du secteur bancaire local, la masse monétaire et les taux d'intérêt sont en grande partie fixés par le marché. Les taux d'intérêt internes suivent ainsi systématiquement l'évolution des taux américains.

- **Un secteur bancaire rentable, dominé par les banques étrangères**

Le secteur financier du pays est constitué de 13 banques commerciales. Les 5 premières banques du pays détiennent 77% des prêts et des dépôts du pays. Banco Agricola est la 1<sup>ère</sup> banque du pays, suivie de Cuscatlán et de America Central. La 1<sup>ère</sup> et la 3<sup>ème</sup> sont des banques colombiennes<sup>4</sup>.

Le ratio de capitalisation du secteur bancaire demeure satisfaisant à 15,2 % en mars 2025 (contre 12% pour le minimum requis) et le taux de prêts non performants reste faible à 1,6% du portefeuille des prêts sur cette même période. La rentabilité du secteur reste par ailleurs satisfaisante avec un ROA de 2,5% et un ROE à 13,2%.

Malgré les tensions sur le secteur financier, consécutives aux détournements d'argent de la coopérative COSAVI en mai 2024, le risque systémique semble contenu. Les dépôts dans les coopératives ne représenteraient en effet qu'environ 6% du total des dépôts du système financier du pays<sup>5</sup>.

L'exposition du système financier à l'État demeure cependant encore élevée, compte tenu d'un accès au marché de la dette externe encore coûteux.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit public attendu en réduction...**

En 2025, le déficit public est prévu en diminution à -3% du PIB (après -4,5% du PIB en 2024). Cette évolution résulterait des diverses réformes structurelles menées par le pays dans le cadre du programme du FMI. Il s'agit d'une facilité élargie de crédit d'un montant de 1,4 Md \$, signé en février 2025 et d'une durée de 40 mois. Ce programme devrait par

<sup>1</sup> En 2023, l'activité avait bénéficié du dynamisme du secteur de la construction et ses retombées sur les activités connexes (services d'ingénierie, chaînes de production de matériaux de construction) et sur l'emploi. Les investissements dans la diversification du mix énergétique, ainsi que le dynamisme du tourisme ont aussi soutenu l'activité en 2023.

<sup>2</sup> Selon les données de la banque centrale, les transferts de fonds atteignent 6,5 Md \$ sur les 8 premiers mois de l'année, dont 6 Md \$ en provenance des Etats-Unis.

<sup>3</sup> A noter que le salaire minimum varie selon les branches d'activité.

<sup>4</sup> La 4<sup>ème</sup> banque du pays, Davivienda est aussi d'origine colombienne.

<sup>5</sup> A la suite de l'affaire de détournement de 35 M\$ de COSAVI, les coopératives et les sociétés d'épargne et de crédit ont enregistré des sorties de dépôts importantes, accentuant les pressions sur leurs liquidités et leurs solvabilités.



ailleurs permettre de mobiliser 2,2 Md\$ supplémentaires auprès d'autres institutions multilatérales.

**Les réformes se concentrent notamment sur la réduction des dépenses de l'Etat** (masse salariale, dépenses de biens et services, ainsi que des transferts aux municipalités<sup>6</sup>), **mais visent aussi à renforcer le système des accises et des taxes**, tout en améliorant l'efficacité de l'administration fiscale.

**Le poids politique du parti du président Nayib Bukele**, qui détient la majorité des sièges de l'Assemblée législative **devrait permettre une mise en œuvre facilitée du programme du FMI**. Celui-ci exige également la publication d'une évaluation indépendante de la réforme du système de retraites<sup>7</sup> afin de vérifier la viabilité du système adopté.

- **...mais une dette publique qui demeure élevée**

**En 2024, la dette publique a atteint près de 87,5% du PIB** (après 84,7% du PIB en 2023), **tirée par le creusement du déficit public**. L'assainissement budgétaire limité, ainsi qu'une série d'opérations de reprofilage de la dette ont alourdi les coûts d'intérêts affectant l'évolution de la dette. **Près de 50% de la dette est détenue par les créanciers locaux** (banques, banque centrale et autres créanciers).

**Pour 2025, la dette est prévue en légère hausse autour 87,9% du PIB**. Elle entamerait cependant une trajectoire descendante dès 2026, selon les projections du programme du FMI. A ce stade, **le principal risque pesant sur la soutenabilité de la dette réside dans une éventuelle absence d'assainissement budgétaire, ainsi que dans la stagnation économique**.

**A noter toutefois que le risque de refinancement s'est réduit**. Dès 2023, **le pays a réalisé des opérations de reprofilage de la dette** auprès du système de retraites et des banques nationales afin d'allonger la maturité et de réduire les paiements du service de la dette à court terme. En parallèle, trois opérations de rachat de dette externe ont été réalisées (Cf. Position externe), allégeant ainsi les pressions financières sur les 3 prochaines années.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant prévu en réduction**

**En 2024, le déficit courant s'est un peu creusé à -1,8% du PIB**. Le déficit de la balance commerciale n'a été que partiellement compensé par l'augmentation de l'excédent des services (tourisme). Le pays avait par ailleurs bénéficié d'importants transferts de fonds de

travailleurs expatriés qui ont atteint 8,9 Md USD, soit 24% du PIB du Salvador.

**Pour 2025, le FMI prévoit une réduction du déficit courant, autour de -0,8% du PIB**. A noter cependant qu'au T1 2025, le déficit de la balance commerciale est resté quasiment inchangé par rapport au T1 2024, malgré la forte hausse des transferts de fonds d'expatriés (+18% au T1 2025). Les exportations manufacturières, textiles en particulier, restent peu dynamiques dans un contexte de demande externe plus faible. **Le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis est par ailleurs source d'inquiétude, pouvant peser sur l'évolution du commerce externe du pays**.

- **Reprofilage de la dette externe**

**La dette externe publique d'El Salvador** (part du gouvernement central) **est estimée à environ 44% du PIB fin 2024**. Elle est détenue à 50% par les créanciers privés (obligations) et le solde par les organismes multilatéraux. **Après le reprofilage de la dette domestique en 2023, le gouvernement a aussi procédé à trois rachats d'euro-obligations** pour un montant global d'environ 1,8 Md\$ à échéances 2025, 2027 et 2029. Ces opérations de reprofilage de dette ont été possibles grâce au retour du pays sur le marché de dette internationale en 2024 : émission obligataire de 2 Md\$, ainsi qu'un prêt de 1 Md\$ auprès de JP Morgan, qui bénéficie des garanties de crédit du gouvernement américain et de la CAF<sup>8</sup>. Les émissions obligataires ont aussi servi à **apurer les arriérés intérieurs et autres dettes extérieures arrivant à échéance, ainsi qu'à financer le déficit budgétaire**.

**Les besoins de financement à court terme sont ainsi en baisse, mais devraient augmenter à nouveau en 2029**. Alors qu'aucune nouvelle émission obligataire ne serait prévue avant 2027, **le gouvernement compte notamment s'appuyer sur le soutien financier multilatéral**.

- **Des réserves de change encore faibles**

**Les réserves brutes de change du pays sont estimées à 3,4 Md\$ à fin décembre 2024, soit un niveau considéré faible selon les différentes métriques utilisées par le FMI<sup>9</sup>**. En tant qu'économie dollarisée, le pays n'est pas exposé aux risques liés aux fluctuations des taux de change, mais nécessite de suffisamment de devises pour financer ses obligations extérieures et ses autres besoins de balance des paiements.

**L'accumulation de réserves semble ainsi essentielle pour améliorer la capacité de la banque centrale à agir en tant que prêteur en dernier ressort en cas de besoin**.

<sup>6</sup> Il s'agit d'un prolongement des réformes de 2023 qui avaient réduit le nombre de municipalités au El Salvador.

<sup>7</sup> En 2023, le Salvador a procédé à une réforme des retraites qui a créé l'Instituto Salvadoreño de Pensiones, remplaçant le Fideicomiso de Obligaciones Previsionales (FOP), qui émettait des Certificados de Invercion Previsional (CIP). Dans le cadre de cette réforme, ces CIP en circulation ont été échangés contre des Certificados de Financiamiento de Transition (CFT). Les fonds de pension privés ont

alors eu le choix entre trois obligations différentes, et la plupart ont opté pour les obligations à 50 ans, avec un rendement de 7 % et un différé d'intérêts de quatre ans, jusqu'en 2027. Cette opération visait à alléger les besoins de financement du Salvador en pleine crise financière.

<sup>8</sup> Banque de développement régionale.

<sup>9</sup> Qu'il s'agisse des réserves en mois d'importations (à 2,6 mois d'importations) et d'adéquation des réserves (ARA), s'agissant d'une économie dollarisée.

Compte tenu de la dépendance du pays aux Etats-Unis, 1<sup>ère</sup> source d'entrées de dollar dans le pays (transferts des fonds de travailleurs expatriés, exportations de biens et recettes touristiques), El Salvador demeure vulnérable aux évolutions de la conjoncture américaine.

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Fin de la limitation du nombre de mandats présidentiels

En février 2024, le président Bukele a été réélu pour un second mandat de 5 ans avec près de 85% des voix. Ce succès aux élections serait principalement lié à la nette amélioration du cadre sécuritaire du pays. Les critiques soulignent cependant l'effondrement des freins et contrepoids démocratiques au sein du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. La liberté de la presse semblerait par ailleurs compromise. Selon la [presse](#), plusieurs journalistes ont quitté le pays par crainte d'être arrêtés.

Fin juillet 2025, l'Assemblée législative monacamérale, dominée par le parti du président (Nuevas Ideas) qui détient 54 sièges sur 60, a adopté une réforme constitutionnelle qui a supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels. Cette réforme a suscité peu de réactions de la part des alliés démocratiques, comme les Etats-Unis. Contrairement à l'administration Biden, le gouvernement Trump entretient une relation privilégiée avec le président salvadorien notamment en matière de contrôle de l'immigration. Le président Bukele demeure par ailleurs très populaire auprès des électeurs républicains, dont beaucoup saluent les mesures sécuritaires radicales.

Sur le plan social, le niveau de pauvreté demeure élevé et toucherait encore 25% de la population.

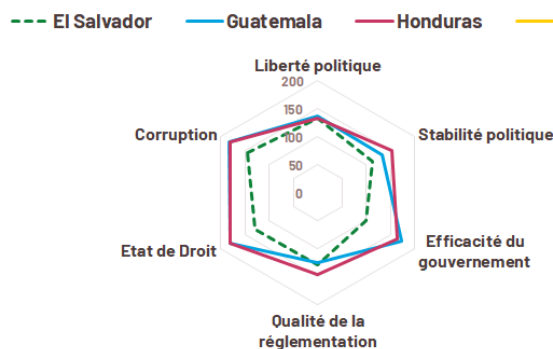
- Un climat des affaires en amélioration

Le climat des affaires du pays bénéficie d'une nette amélioration de la situation sécuritaire du pays. Plusieurs mesures ont par ailleurs été adoptées pour augmenter la compétitivité et attirer les investissements : simplification des réglementations, suppression des formalités administratives, incitations fiscales<sup>10</sup>, accélération du dédouanement des marchandises aux frontières et de la transformation numérique dans les secteurs public et privé afin d'accroître la productivité.

Les indicateurs de gouvernance du Salvador demeurent globalement meilleurs que ceux des pays voisins (Guatemala et Honduras), à l'exception des indicateurs de liberté politique et de qualité de la réglementation. La perception de la corruption y serait par ailleurs plus faible, mais resterait élevée.

El Salvador est en effet classé 130<sup>ème</sup> / 180 en matière de perception de la corruption, selon Transparency International en 2024 (en dégradation par rapport au classement de 2023).

Indicateurs Banque mondiale  
2023 - Rang (214 pays)



Note de lecture : plus les courbes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

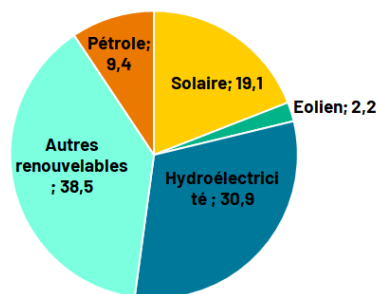
## 5. POLITIQUE CLIMAT

Le pays est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations (dont le pays a dû faire face l'an passé), ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes) devenus de plus en plus fréquents. La capacité financière du pays à faire face au changement climatique est par ailleurs limitée.

Le système énergétique du Salvador repose essentiellement sur les sources renouvelables pour la production électrique (soit près de 90% de la production d'électricité en 2023). L'hydroélectricité demeure la principale filière renouvelable.

Signataire des accords de Paris, El Salvador a réaffirmé son engagement de réduire ses émissions de GES de 640 Ktonnes eq.CO2 par an liées notamment à la production de l'énergie.

Salvador : production d'électricité par sources, en % (2023=6,5 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

que des droits et taxes sur les importations de matières premières, machines, outils et équipements nécessaires aux investissements liés aux technologies.

<sup>10</sup> A titre d'illustration, la loi pour la promotion de l'innovation et de la fabrication de technologies adoptée en 2023, accorderait aux entreprises une exonération pendant 15 ans des impôts et plus-values sur le revenu, de l'impôt municipal sur l'actif net des entreprises, ainsi



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.